



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Paris, le **17 AVR. 2025**

La Ministre de l'Agriculture
et de la Souveraineté alimentaire

à

Messieurs les Préfets de Région

Messieurs les Préfets de département

Monsieur le Directeur général de la
performance économique et
environnementale des entreprises

N/Réf :

V/Réf :

Objet : Mise en œuvre d'un « fonds d'urgence » de 10 Meuros en vue de soutenir les exploitations viticoles des jeunes installés et les pépiniéristes viticoles

Dans de nombreux bassins viticoles, l'accumulation d'une succession d'aléas, notamment climatiques, au cours des dernières années fragilise la viabilité économique des exploitations de certains jeunes récemment installés qui n'ont connu pour certains d'entre eux que des années difficiles depuis leur entrée dans le métier. Aussi, compte tenu de l'enjeu du renouvellement des générations en agriculture, pour accompagner les exploitations viticoles des jeunes installés les plus en difficulté, un fonds d'urgence doté d'une enveloppe de 9 M€ maximum est mis en place.

Il est demandé aux Préfets des départements bénéficiaires de mobiliser ce fonds d'urgence, sous l'égide des Préfets de région, au profit des exploitations viticoles en difficulté importante moins de cinq ans après leur installation. La présente circulaire a pour objet d'en préciser les modalités de mise en œuvre.

Cette aide exceptionnelle de 9 Meuros est complétée à hauteur d'1 Meuros pour soutenir les pépiniéristes viticoles très fragilisés par la crise et la réduction du potentiel viticole. Les modalités de ce soutien aux pépinières viticoles seront définies séparément.

Ce sont ainsi au total 10 Meuros qui seront mobilisés pour la filière viticole à travers le fonds d'urgence qui fait l'objet de la présente circulaire et le dispositif ad hoc pour les pépinières viticoles.

A. Cadrage général de la mesure

• Objectif et périmètre de la mesure :

Ce dispositif d'urgence est destiné à financer la mise en place d'une aide de trésorerie exceptionnelle. Cette aide s'adresse aux exploitations viticoles des jeunes installés depuis moins de 5 ans se trouvant en grande fragilité économique en raison de l'impact particulièrement fort d'aléas successifs. Elle visera à soutenir les viticulteurs dont les difficultés de trésorerie ont été accrues par les pertes de production ou les pertes économiques subies en 2024.

Il est recommandé que les dossiers soient examinés en commission départementale d'expertise, réunissant outre les services de l'Etat, les représentants de la profession agricole et des établissements bancaires, qui pourra émettre un avis préalablement à l'attribution de l'aide par le Préfet de département.

- Cadre juridique

Pourront bénéficier de la mesure :

- les exploitants agricoles à titre principal répondant à la définition de jeunes installés détaillée au point suivant, inscrits au casier viticole informatisé ;

- les demandeurs sous forme sociétaire, inscrits au casier viticole informatisé, dont au moins l'un des associés répond à la définition de jeunes installés détaillée au point suivant: les groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC), avec application de la transparence GAEC à proportion du nombre d'associés répondant à la définition de jeunes installés, les exploitations agricoles à responsabilité limitée (EARL), les autres personnes morales ayant pour objet l'exploitation agricole, dont au moins 50% du capital est détenu par des exploitations à titre principal (directement ou indirectement) et dont au moins un des associés répond à la définition de jeune installé. Si le Préfet de département le décide, les exploitants dont l'activité agricole n'est pas l'activité principale pourront, si nécessaire, bénéficier de la mesure.

Les entreprises faisant l'objet d'une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire doivent disposer d'un plan arrêté par le tribunal de commerce au moment du paiement pour bénéficier de la mesure d'aide. Si le Préfet de département le décide, les entreprises en période d'observation pourront bénéficier de la mesure. Les entreprises concernées par une procédure de liquidation judiciaire sont exclues de la mesure d'aide, que la procédure de liquidation soit connue au moment du dépôt du dossier ou qu'elle intervienne après celui-ci (lors des phases d'instruction et de contrôles administratifs).

L'aide sera versée dans le cadre du Règlement (UE) n°1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture, modifié¹ notamment par le règlement (UE) 2024/3118 de la Commission du 10 décembre 2024², dit « règlement de minimis agricole ».

Ce règlement prévoit que les aides accordées à une entreprise unique ne doivent pas excéder un plafond de 50 000 € sur une période de trois ans. Cette période de référence est appréciée sur une base glissante de sorte que pour chaque nouvelle aide de minimis octroyée, il y a lieu de déterminer le montant des aides de minimis accordé au cours des trois années précédentes (des 36 derniers mois). Par exemple, si l'aide de minimis agricole est accordée le 30/03/2025, afin de vérifier le respect du plafond de 50 000 € sur une période de trois ans, la période à prendre en compte est celle allant du 30/03/2022 au 30/03/2025. Le bénéficiaire doit en être informé lors de son attribution.

Le respect du plafond de minimis agricole précité et des règles de cumul des aides, dans l'hypothèse du versement de l'aide demandée, doit être vérifié dans les conditions décrites par l'instruction technique DGPE/SDC/2020-616 du 7 octobre 2020. Dans ce cadre, l'utilisation des modèles de formulaire joints en annexe est recommandée.

- Bénéficiaires éligibles

L'aide vise à soulager la trésorerie des viticulteurs jeunes installés dont les difficultés ont été initiées par une succession d'aléas sur les années précédentes et accrues par les pertes de production ou les pertes économiques subies en 2024.

Pour les besoins de la présente aide, la définition retenue des jeunes installés est la suivante : il doit s'agir d'un agriculteur installé entre les années 2020 à 2024 incluse et ayant 40 ans au plus au moment de son installation.

¹ Règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture, modifié par les règlements de la Commission (UE) 2019/316 du 21 février 2019, (UE) 2022/2046 du 24 octobre 2022, (UE) 2023/2391 du 4 octobre 2023 et (UE) 2024/3118 du 10 décembre 2024

² Règlement (UE) 2024/3118 de la Commission du 10 décembre 2024 modifiant le règlement (UE) no 1408/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture

Il est laissé le soin aux préfets de définir en concertation avec les acteurs locaux des critères d'éligibilité et de ciblage supplémentaires éventuels, afin en particulier de cibler le bénéfice de l'aide en premier lieu sur les jeunes installés connaissant les difficultés les plus fortes, notamment parce qu'ils ont subi une multiplicité d'aléas, en particulier climatiques, au cours des cinq dernières années. En revanche, il est impératif d'intégrer dans les critères d'éligibilité et de ciblage retenus au niveau local le respect par tout bénéficiaire de l'un des deux critères alternatifs suivants :

- Cas 1 : Avoir subi une perte de chiffres d'affaires sur l'année 2024, ou une perte d'EBE sur le dernier exercice comptable clos, supérieure ou égale à 20 %. Ces pertes seront établies par comparaison à l'année précédente ou à l'exercice comptable précédent, ou pourront l'être au besoin selon la situation locale au dernier millésime normal identifié au niveau du département, compris entre 2020 et 2023.
- Cas 2 : Avoir des difficultés financières prévisionnelles liées à des pertes de récolte constatées supérieures ou égales à 20 % dans les déclarations de récolte 2024. Les pertes de récolte 2024 pourront être établies par comparaison au dernier millésime normal en récolte identifié au niveau du département, compris entre 2020 et 2023.
- Cas 3 : Avoir des difficultés financières liées à des pertes de récoltes répétées au cours des 5 dernières années dont au moins une supérieure ou égale à 20%.
- Montant de l'aide

Dans le cadre du plafond « *de minimis* » mentionné plus haut, des règles de modulation du montant de l'aide pourront être définies par les Préfets de département selon les orientations fixées le cas échéant par le Préfet de région, ceci dans l'objectif d'aider en priorité les exploitations les plus fragilisées parmi celles relevant des cas 1 ou 2 ci-dessus, notamment car ayant subi plusieurs aléas mettant en péril leur viabilité depuis leur installation.

Dans tous les cas, le montant de l'aide ne pourra pas dépasser le montant des pertes constaté sur l'année 2024 ou le montant des pertes prévisionnelles basées sur les pertes constatées dans les déclarations de récolte 2024.

L'éventuelle modulation du niveau de l'aide pourra par exemple passer par la fixation de forfaits en fonction des différences de difficultés ou pertes caractérisées, dans la limite d'un plafond de 20 000 euros et sous réserve du respect du plafond d'aide *de minimis* agricole de 50 000 € sur trois ans par l'exploitation (entreprise unique) bénéficiaire, et sur la base des paramètres établis après consultation de la commission départementale d'expertise ou concertation avec les représentants professionnels locaux. Les critères de modulation ainsi que les éventuels critères supplémentaires définis localement doivent être transparents, équitables, justifiables au regard du cadre juridique européen détaillé ci-dessus et auditables.

Les Préfets de région et/ou les Préfets de départements, selon l'organisation retenue par le Préfet de région quant au déploiement du présent fonds d'urgence, veilleront à consulter les responsables respectivement régionaux ou départementaux de l'ensemble des organisations professionnelles agricoles représentatives avant d'arrêter ces éventuels critères supplémentaires qui en tout état de cause devront viser le public cible des seuls jeunes installés depuis moins de 5 ans ayant subi plusieurs aléas successifs. Ils veilleront dans la mesure du possible, en cas de bassin viticole relevant de plusieurs régions administratives, à la cohérence des critères retenus entre régions concernées.

B. Financement

L'enveloppe disponible pour ce dispositif d'urgence est de 9M€ maximum. Les Préfets de région concernés, compte-tenu des dynamiques d'installation dans le secteur et de la multiplicité des aléas survenus ces dernières années, se verront notifier les moyens qui leurs sont alloués dans ce cadre. L'enveloppe qui sera notifiée au niveau régional constituera un maximum, ce qui signifie que les modalités d'une éventuelle stabilisation des montants d'aide devront être prévues en amont de l'ouverture du dépôt des dossiers et seront à appliquer en cas de dépassement de l'enveloppe allouée par les demandes d'aides instruites.

Il est demandé aux Préfets de région de transmettre à la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (bvab.dgpe@agriculture.gouv.fr et bbep.dgpe@agriculture.gouv.fr) sous 10 jours ouvrés à compter de la date de notification de leur enveloppe régionale une proposition de répartition par département de leur ressort.

Sur cette base, le Directeur général de la performance économique et environnementale des entreprises procédera à brève échéance à la mise à disposition des crédits depuis le programme 149 sous-action 22-02 (Crises économiques et sanitaires) vers les unités opérationnelles placées sous la responsabilité des DDT (M) concernées. Ces dernières devront renseigner dans Chorus l'axe ministériel 2 « FU JA viti 2025 de minimis ».

Le Préfet de région mettra en œuvre un suivi fin de l'engagement et du paiement des dépenses opérées en lien avec l'échelon national et les Préfets de département concernés, afin que la répartition des enveloppes puisse être adaptée au plus près des besoins. Les paiements effectifs des aides devront avoir été réalisés aux bénéficiaires éligibles d'ici au 30 juin prochain. Les fonds non-utilisés à cette date seront remontés par la DGPE.

Les Préfets de département sont responsables de la légalité et de la régularité de la mise en œuvre des dépenses qui seront effectuées avec ces crédits, sous leur autorité, par les directeurs des DDT(M) concernées qui sont responsables de l'unité opérationnelle ouverte sur le programme 149.

C. Calendrier et suivi

L'enjeu est de mettre en œuvre ce fonds d'urgence en ouvrant la phase de dépôt des demandes dans les meilleurs délais, en concertation étroite avec les acteurs de terrain qui vous apporteront leur concours (organisations professionnelles, chambre d'agriculture, mutualité sociale agricole...).

Enfin, je vous remercie d'assurer la traçabilité des crédits, en particulier dans l'outil comptable Chorus, et de veiller au suivi de la mise en place de la mesure par la mise en œuvre d'indicateurs de réalisation qui serviront de référence aux rapports d'exécution que vous adresserez au Directeur général de la performance et économique et environnementale des entreprises sur une base mensuelle.

Vous me signalerez toute difficulté que vous rencontreriez dans la mise en œuvre de cette circulaire.



Annie GENEVARD